

PARLONS POLITIQUE

CHAQUE LUNDI, UNE PERSONNALITÉ DE MONS-BORINAGE FAIT L'ACTUALITÉ POLITIQUE DANS «LA PROVINCE»

MONS-BORINAGE

« L'avenir peut être optimiste »

ENTRETIEN

Laurent Dufasne

SECRÉTAIRE RÉGIONAL CGSP-ADMI

par **Amélie Delvaux**
JOURNALISTE

Laurent Dufasne menait une grande marche entre Mons et Bruxelles, il y a 10 jours. A travers cette action, il souhaite sensibiliser les citoyens sur le sort de la fonction publique, selon lui, en danger. L'occasion de faire le point sur la commune de Quévy, notamment, en grande difficulté financière. Elle n'a toujours pas voté son budget 2015.

Dernière action de la CGSP, cette marche de Mons à Bruxelles, à pied la semaine dernière. Satisfait ?

Je suis très satisfait de l'action. On a eu beaucoup de retour. C'était un de nos objectifs, toucher les citoyens. Et ils nous ont encouragés. Nous sommes aussi satisfaits au niveau politique. Nous avons eu des retours de députés fédéraux de l'opposition, ils s'intéressent maintenant à nos dossiers, notamment celui des pensions. Nous avons ouvert une brèche.

Pensez-vous vraiment que toutes les actions menées auront réellement un impact ?

On ne doit pas se leurrer. Les militants de Mons-Borinage mènent des actions, mais on sait que les choses ne vont pas fondamentalement changer. Par contre, en ne faisant rien, il est évident que rien ne bougera non plus. Notre but est d'éveiller une prise de conscience sur l'intérêt des services publics. Beaucoup de citoyens ne se rendent pas compte de l'importance des services publics, ni les politiques, qui les abandonnent. C'est là-dessus qu'on travaille.

Revenons dans notre région. Quévy n'a toujours pas voté son budget. Il y a eu de gros problèmes de communication entre vous. La situation était tendue. Où en êtes-vous ?

On a retrouvé un dialogue social avec l'administration. Nous ne sommes pas des ennemis et elle a

compris qu'on pouvait apporter des solutions. Nous avons donc renoué pour élaborer le budget. Il sera présenté au niveau du CRAC. On aura un retour sur cette réunion dans le courant de la semaine prochaine et nous entamerons les négociations liées à ce fameux budget.

Doit-on attendre des licenciements ? Il ne devrait pas y avoir de perte d'emplois. Hier nous le craignons, mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Je ne pense pas qu'il y aura de gros changements pour eux.

A Mons, vous entamez des réunions avec la Ville pour réorganiser les services et faire des économies. Évoque-t-on là des pertes d'emplois ?

Ce n'est pas prévu. On a su négocier un plan de redéploiement de la ville et du CPAS pour créer des synergies et limiter les dépenses en termes de fonctionnement. Vu la taille de l'administration et du CPAS, ce n'est pas évident à



Le syndicaliste est satisfait des échos de sa marche, en partance de Mons vers Bruxelles.

■ E.G.

mettre en œuvre donc ça met plus de temps que prévu. Nous sommes associés à l'élaboration du plan de gestion qui vient d'être fait. Donc là aussi, on a commissionné toute une série de matières et de services pour éviter les catastrophes et réorganiser au mieux les services et les pérenniser.

Nos communes sont en déficit, passera-t-on par la case licenciement ?

Notre crainte sur le long terme est en effet de voir du personnel sacrifié. La situation des pouvoirs locaux est difficilement maintenable. Pour l'instant, nous avons la chance d'être épargnés dans notre région, mais on reste vigilant. Grâce à nos combats, nous avons enfin obtenu un décret du parlement wallon qui impose aux pouvoirs locaux de nous communiquer les données financières et le bilan social. Nous avons donc maintenant la capacité d'anticiper les problèmes grâce à ces informations. On devrait pouvoir éviter les licenciements et les situations de fait accompli. Tout ce que je peux dire, c'est que pour le moment sur Mons-Borinage les pertes d'emplois ne sont pas à l'ordre du jour.

La fusion CPAS-Ville a souvent été évoquée pour réaliser des économies. Bonne idée ?

Sur un plan purement financier peut-être, mais sur un plan social pas du tout pour nous, car le CPAS joue un rôle social très important, surtout dans notre région. Je ne suis pas persuadé que si on fusionne les structures, les dossiers qui passent au communal bénéficient de la même efficacité. Il me semble aussi que

le gouvernement wallon fait marche arrière. Par contre, c'est clair qu'une synergie doit être trouvée entre CPAS et les communes. Car il est vrai qu'elles ont un gros manque de moyens, donc il faut être plus inventif et surtout aller à l'essentiel. Il y a trop de dispersions, trop de structures font la même chose.

Des rapprochements entre les communes, la clé des économies ?

Au niveau local, j'en reviens toujours à l'organisationnel. Il y a moyen de faire plus de choses en commun, avec d'autres communes ou les CPAS entre eux. Selon moi, l'avenir passe non pas par une réforme, mais par une autre vision, une autre approche du métier du pouvoir local. Par exemple, en termes d'investissement. Elles peuvent acheter ensemble, en gros, pour un tas de choses. Par exemple, pour leur épandage en hiver, pour l'achat de papier, etc. Le but n'est pas de fusionner toute une série de services pour aboutir à des pertes d'emplois, on parle des dépenses de fonctionnement. Les pouvoirs locaux sont soumis au marché public. Si les communes font des commandes groupées, ensemble, elles peuvent faire des économies avec des prix intéressants. Mais pour tout ça, il faut changer les mentalités et enlever certaines barrières. Ces mécanismes ne vont pas tout résoudre, mais c'est là-dessus qu'on doit travailler, nous semble-t-il.

Comment voyez-vous l'avenir de notre région ?

Je suis plutôt un optimiste de nature, alors je veux être positif. S'il y a cette prise de conscience,

que chacun doit retrouver ses manches, ça ira ! D'énormes projets économiques et sociaux existent dans notre région et ils auront un impact positif. On doit aller de l'avant. Je suis persuadé que nous avons toutes les capacités pour nous en sortir. Il y a des défis et il ne faut pas se loupier. Pour ça, il faut que chacun dépasse l'intérêt personnel, pour voir l'intérêt commun. ■

ACTION

« Le dumping social, une triste réalité »

Ce vendredi, la FGTB organisait une action sur le chantier IKEA. « Malheureusement, c'est une réalité. Le dumping social est souvent associé au domaine du privé, mais il existe aussi au niveau du public. L'exclusion des chômeurs engendre l'arrivée massive d'articles 60 sur le marché du travail, ils deviennent une main d'œuvre pas cher. On doit mettre en place une réinsertion pour ces travailleurs, mais pas au détriment d'un emploi durable et stable. Il faut trouver un équilibre. Pour ça, il faut une réflexion. Le secteur privé devrait participer pour se partager avec le public l'échec de la société ». ■

Deviens le nouveau héros de l'énergie !

Wallonie Réussir avec l'énergie

Avec ta classe, relève le challenge

ECOLE ZERO WATT

Propose à ton instituteur(trice) et ta direction de participer à ce challenge responsable et citoyen. Avec toute ta classe, élabore une stratégie pour diminuer la consommation énergétique de ton école et remporte ensemble de nombreux lots. Durant 4 mois, du 21 octobre au 21 mars, 30 écoles primaires et maternelles de la Wallonie tenteront de diminuer au maximum la consommation électrique de leur établissement. Fais partie de l'aventure avec tes copains de classe et reçois le soutien des Facilitateurs Education Energie mandatés par l'UIg.

Inscriptions sur : www.sudinfo.be/ecolezerowatt

Avec le soutien de



Encore une initiative de votre journal

LaMeuse LaGazette LaProvince NordEclair LaCapitale

L'INTERCOMMUNALE IRSIA

« Il faut renforcer les équipes »

L'Irsia, l'intercommunale du réseau social d'insertion et d'accueil vient de faire parler d'elle. Laurent Dufasne a lancé un préavis de grève. Alors qu'elle réalise en ce moment des économies pour réduire son déficit, les administrateurs envisagent d'augmenter leurs jetons de présence. Des soucis d'hygiène dans les crèches ont aussi été mis en lumière.

« Il y a plusieurs années, l'IRISIA avait de grosses difficultés financières. Pour sortir la tête de l'eau, nous avons changé les contrats de travail et le règlement trop laxiste par rapport aux réalités de terrain, explique Laurent Dufasne, secrétaire régional Mons-Borinage de la CGSP-Admi.

Nous avions 1 puéricultrice pour 4 enfants. Nous avons élargi à une pour 6 enfants, pour répondre aux normes de l'ONE. Avec conditions de maintenir le volume de l'emploi. Sauf que les absences n'étaient pas remplacées. Mais voilà, un jour, une employée m'a dit qu'il y avait de



Les employés de l'IRISIA se plaignent d'être trop peu nombreuses.

■ E.G.

gros soucis d'hygiène. Que les dames n'arrivaient pas à nettoyer tous les jours les crèches. On doit remettre du personnel, pour remplacer les absents. Nous avions fixé des normes qui fonctionnaient.

Il faut les respecter, à nouveau. Il faut remettre du personnel en suffisance pour assurer cette hygiène. Alors quand j'entends que les administrateurs de l'AG veulent augmenter leurs jetons de présence, je bon-

dis. Tout le monde fait des efforts, les employés sont les premiers et eux pensent à leur portefeuille? J'ai demandé à rencontrer le conseil d'administration.

Chacun doit prendre ses responsabilités et avoir conscience des conditions de travail. S'ils gardent leur position, ils devront s'expliquer auprès des travailleurs et des parents ». ■

A. D.